
Les problèmes agricoles entre la France et l'Espagne, 1975-1982

Les Pyrénées, une frontière de fruits et légumes

The Agricultural Conflict between Spain and France, 1975-1982

Sergio Molina García

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/siecles/5753>

ISSN : 2275-2129

Éditeur

Centre d'Histoire "Espaces et Cultures"

Référence électronique

Sergio Molina García, « Les problèmes agricoles entre la France et l'Espagne, 1975-1982 », *Siècles* [En ligne], 47 | 2019, mis en ligne le 15 novembre 2019, consulté le 21 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/siecles/5753>

Ce document a été généré automatiquement le 21 novembre 2019.

Tous droits réservés

Les problèmes agricoles entre la France et l'Espagne, 1975-1982

Les Pyrénées, une frontière de fruits et légumes

The Agricultural Conflict between Spain and France, 1975-1982

Sergio Molina García

- 1 Durant la deuxième moitié du XX^e siècle, la mondialisation et les organisations supranationales ont établi une nouvelle dynamique internationale en Occident. Les frontières ont cessé d'y constituer des sources de conflits, elles ont tendu à être de moins en moins des lieux de contrôle et d'application de mesures anti-immigration et les douanes économiques s'en sont retirées. Il y a eu là le résultat de l'action d'organisations supranationales telles que la Communauté économique européenne (CEE) et d'accords internationaux tels que l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Pour la première fois dans l'histoire, les pays membres de la CEE ont établi entre eux la libre circulation des personnes, des capitaux et des biens, avant que dans la dernière décennie cet édifice ne se retrouve chahuté sous l'effet des difficultés géopolitiques et économiques qui ont conduit à remettre en partie en question la liberté de transit¹ (attentats de 2015 en France et crise des réfugiés entraînant un retour de contrôles aux frontières; montée d'un protectionnisme économique américain; processus du Brexit)².
- 2 Après la Seconde Guerre mondiale, ce concept de frontières a donc évolué³. Sans disparaître, ces dernières ont été transformées. Dans cette perspective, on peut s'interroger – c'est l'objet de cet article – sur le sens que pouvaient revêtir les multiples conflits qui ont éclaté entre 1976 et 1982 autour de la frontière franco-espagnole, dans la phase où l'Espagne était en train de négocier son adhésion à la CEE, laquelle devait, au contraire, tendre à perméabiliser cette ligne de séparation. N'oubliez pas que les frontières dans la CEE étaient supprimées depuis la création du marché commun – seulement entre pays membres. Dans ce cas, il s'agissait d'une confrontation particulière, parce que les deux pays partageaient des régimes démocratiques (en voie de consolidation dans le cas de l'Espagne). La conflictualité n'était pas due à des raisons géostratégiques ou à une question de maîtrise de ressources naturelles, mais liée au

problème agricole, une éventuelle adhésion de l'Espagne pouvant être perçue comme représentant un danger pour le secteur primaire français⁴. Les cargaisons des camions et des trains transportant des produits agricoles non transformés (et parfois les véhicules eux-mêmes) étaient en effet détruites avant d'atteindre leur destination⁵. Quelles étaient les causes et les origines profondes de ces conflits ? Cette recherche analysera les raisons et les conséquences des affrontements, et s'évertuera à comprendre pourquoi on a eu recours à la violence dans un contexte démocratique et comment cette conflictualité doit être comprise dans le contexte de la communauté européenne et pas seulement comme une question franco-espagnole. L'Espagne a essayé de mettre fin à son isolement international et, paradoxalement, les frontières sont devenues un enjeu crucial.

La question agricole : une pierre d'achoppement à l'échelle étatique dans les relations franco-espagnoles ?

- 3 La mort du dictateur a déclenché un changement politique majeur en Espagne. Au niveau national, le processus de démocratisation a commencé avec les élections nationales en 1977, l'approbation de la constitution en 1978 et les élections municipales en 1979⁶. Et au niveau international, le nouveau gouvernement a essayé de renouer avec les pays occidentaux après l'ostracisme de la période de la dictature⁷. Le but était de trouver un soutien et une légitimité permettant à l'Espagne d'améliorer ses conditions économiques et sociales. Au cours de cette période le pouvoir politique national a estimé que l'adhésion à la CEE était la meilleure option pour entrer dans la dynamique européenne. C'est pour cette raison qu'à compter de 1976, et surtout de la demande officielle d'adhésion en 1977, l'activité du ministère des Affaires étrangères de l'Espagne s'est largement focalisée sur la négociation de l'intégration. Bien que le processus ait commencé en 1976, il n'a été achevé que dix ans plus tard. L'attente longue d'une décennie témoigne des difficultés des négociations⁸. L'adhésion, tout comme la construction de la CEE, a profité aux pays adhérents mais le processus d'intégration n'a pas été facile⁹.
- 4 La demande formulée par l'Espagne afin d'intégrer la CEE n'a pas été approuvée par tous les membres de cette dernière. Le pays le plus réticent était la France¹⁰. Une partie importante de sa société et de sa classe politique a estimé que cette adhésion porterait préjudice aux intérêts de l'agriculture méditerranéenne présente dans le pays. Les productions espagnoles ont été considérées comme des cultures substitutives et non pas complémentaires. De plus, les représentants français craignaient qu'à terme la modernisation de l'agriculture espagnole (toujours sous-développée) ne produise une augmentation exponentielle de ses capacités productives. Le vin, les fruits et les légumes étaient les produits considérés comme risquant d'être les plus durement touchés. Loin de rester circonscrit aux milieux professionnels et syndicaux agricoles, le débat a gagné les partis politiques. Ce sont surtout le RPR de Jacques Chirac et le PCF de Georges Marchais qui s'en sont emparés. Tous deux ont critiqué l'attitude « permissive » du président de la République (1974-1981), sous Valéry Giscard d'Estaing puis François Mitterrand (1981-1988). Le RPR, bien que proche du gouvernement Valéry Giscard, a critiqué son opinion sur l'Espagne. Et plus tard, sous la présidence de F. Mitterrand ils ont maintenu les critiques, bien que le contexte soit différent. Le PCF,

après la victoire électorale du PS, faisait partie du gouvernement et cessait de critiquer avec la même intensité l'intégration espagnole. Ce n'est pas seulement en France que le problème agricole lié à l'éventuelle entrée de l'Espagne dans la CEE a fait débat. Nourri par le discours tenu en France par les syndicats agricoles (FNSEA) et le RPR et le PCF, il a gagné d'autres pays de la Communauté (ce discours des agriculteurs de la France a influencé des autres pays)¹¹. Mais dans les conseils des ministres communautaires, la France était le partenaire qui insistait le plus sur la nécessaire réforme de la PAC avant l'adhésion espagnole¹².

- 5 Dans les relations bilatérales franco-espagnoles, la difficulté agricole était une pierre d'achoppement, mais à cela s'ajoutaient quatre autres problèmes qui empêchaient la normalisation des relations. La présence de nombreux Espagnols en France (exilés politiques et travailleurs émigrés) a provoqué des tensions sur les conditions de travail et de résidence en France. L'absence de politiques communes pour lutter contre l'ETA a conduit le gouvernement d'Adolfo Suarez à accuser publiquement la France d'être un « sanctuaire terroriste¹³. » L'Accord préférentiel entre la CEE et l'Espagne de 1971 maintenait d'autre part des droits de douane élevés sur les produits de la Communauté, et cela nuisait au commerce français avec l'Espagne. Enfin, la délimitation de la zone de pêche communautaire dans la zone des 200 milles, face à l'importante flotte de pêche espagnole, a généré de graves conflits entre les autorités françaises et les pêcheurs espagnols, après la violation de la réglementation communautaire par l'Espagne.
- 6 Toutes ces controverses ont aggravé la relation entre les deux pays, qui pour autant étaient bien conscients des avantages que pouvait procurer le commerce avec l'autre côté des Pyrénées. Pour la France, la démocratisation espagnole et sa future adhésion signifiaient l'ouverture d'un nouveau marché où introduire ses produits, bien qu'ils soient appelés à s'y retrouver en concurrence avec ceux des États-Unis et de l'Allemagne¹⁴. Pour l'Espagne, les affaires avec la France permettraient l'arrivée de la technologie et de la modernité, bénéficiant à des secteurs industriels encore ancrés dans un cadre hérité du régime franquiste. Une opération commerciale d'envergure, comme la vente, en 1978, par la France à l'Espagne, d'une trentaine d'avions militaires *Mirages*, a pu illustrer ces espoirs de collaboration économique et étatique renforcée¹⁵, même si le monarque espagnol a lui-même reconnu auprès des autorités françaises de l'ambassade que l'attitude de la France sur l'agriculture et la pêche espagnoles avait retardé l'achat¹⁶. Au même moment, la perspective d'adhésion de l'Espagne avait fini par apparaître comme une donnée positive pour une partie du secteur agricole français – les céréales, le lait et la viande bovine – à cause des débouchés à attendre, l'Espagne étant dans l'incapacité de s'auto-provisionner dans ces domaines¹⁷. La France pourrait fournir tous ces produits. En définitive, la perception d'un risque d'effets négatifs sur l'ensemble de l'économie française en cas d'intégration de l'Espagne dans la CEE avait fini par s'atténuer, et en plus, les négociations sur le plan commercial comportaient de grands engagements bilatéraux. Depuis le régime franquiste, le monde des affaires français était intéressé par des investissements en Espagne¹⁸. Du point de vue espagnol, l'entrée dans le marché commun promettait d'entraîner des coûts importants – cela était connu dès la formulation de la demande d'adhésion en 1977. Certaines régions ne pourraient maintenir leur agriculture que grâce à la protection de l'État, en raison de leur capacité de production trop réduite. Le secteur laitier, le secteur de la viande, les productions de bananes aux îles Canaries, et même l'industrie

sidérurgique, étaient appelés à subir des effets négatifs de l'adhésion¹⁹. Aucun d'entre eux n'était économiquement durable.

- 7 La tension politique autour de la demande d'adhésion à la CEE s'est concentrée dans les espaces frontaliers pyrénéens. La destruction des produits agricoles espagnols et le contrôle de la cargaison des camions par les pêcheurs basques et les maraîchers français du Midi sont quelques exemples de la conflictualité entretenue. Ces événements permettent d'aborder des problèmes frontaliers de nature politique et économique principalement motivés par la concurrence agricole. Or ces affrontements ne doivent pas être analysés comme la conséquence exclusive de la dynamique bilatérale franco-espagnole et comme le résultat d'une « haine de voisinage ». Ils doivent être replacés dans un contexte européen. Comme il vient d'être dit, la frontière était devenue le point de focalisation des tensions communautaires liées à la PAC. Les manifestations des maraîchers et viticulteurs français n'étaient pas dirigées en premier lieu contre l'Espagne : c'était un moyen de faire pression sur leur gouvernement et la CEE pour qu'ils prennent des mesures politiques. Ils ont compris que leurs produits étaient sous-estimés par rapport aux grandes spéculations (céréales, produits laitiers et élevage pour la viande). En outre, quand à compter de 1979 la Grande-Bretagne a bloqué sa participation à la PAC²⁰, alors qu'il était difficile d'agir de façon directe contre ce dernier pays, un blocus pouvait être conduit indirectement par la destruction de produits agricoles destinés au marché anglais. Mais les destructions touchaient aussi des produits vendus sur d'autres marchés européens, et cela devait inciter tous les pays de l'UE à faire pression sur la Grande-Bretagne pour qu'elle débloque la PAC. Un autre élément qui atteste que l'offensive n'était pas exclusivement dirigée contre l'Espagne était la coïncidence avec la « guerre du vin » italien – les viticulteurs français étant confrontés aux italiens.

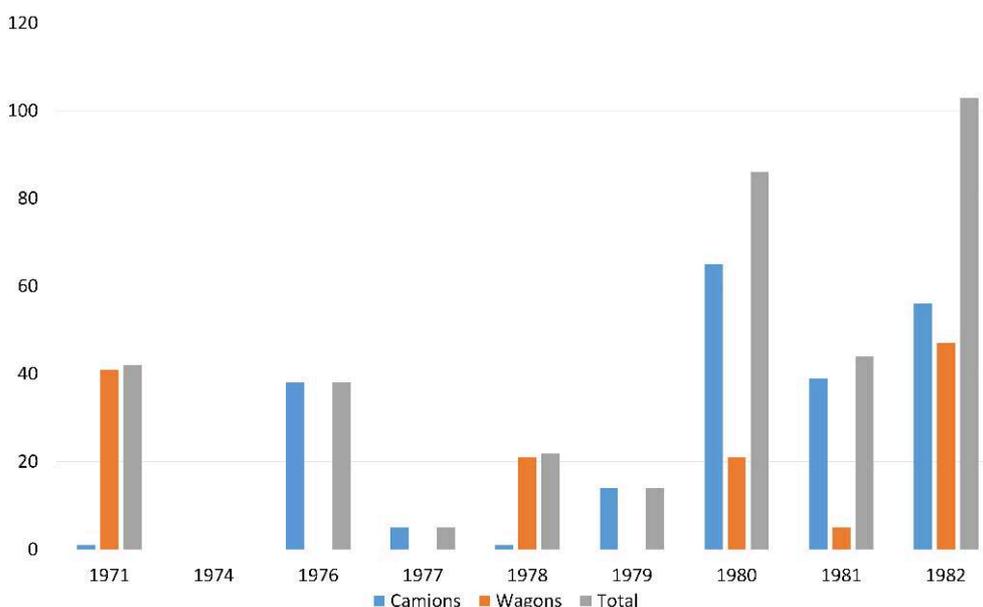
Conflits frontaliers : actions et réactions dans un contexte communautaire

- 8 L'agriculture méditerranéenne française était en crise depuis le début des années soixante. L'idéal français des années 60 d'être le garde-manger communautaire était caduc, et en plus, l'organisation de l'agriculture méditerranéenne en France était obsolète parce qu'elle ne s'était pas suffisamment adaptée aux changements du secteur (modernisation technique, augmentation de la taille des exploitations)²¹. En viticulture, la situation était encore plus grave, la consommation de vin avait diminué en Europe et les autres pays méditerranéens avaient augmenté leurs productions. Dans la décennie précédente, le CNJA, la FNSEA et le gouvernement avaient défendu une nouvelle idée du secteur, une organisation fondée sur la modernisation et les gains de productivité²². L'objectif était de convertir l'agriculteur-paysan en un agriculteur-entrepreneur. Cette nouvelle conception avait été bien accueillie dans le centre et le nord du pays. En revanche, les agriculteurs du Midi ont défendu leurs exploitations familiales et traditionnelles. Tout cela a généré une spirale de protestations et de tensions dont le moment le plus critique a été le 4 mars 1976. À Montredon, une manifestation contre les conditions économiques du secteur viticole s'est terminée par deux morts, un agriculteur et un CRS²³.
- 9 L'analyse des protestations dans la vie paysanne sous la V^e République montre que la violence est une méthode utilisée de manière plus ou moins régulière²⁴. Dans la plupart

des cas, il s'agissait de violences de faible intensité. Selon Tilly, ces méthodes ont été utilisées lorsque les paysans ont considéré que l'administration ne défendait pas leurs intérêts économiques²⁵. À ce moment-là, les agriculteurs agissaient pour préserver leurs modes de vie. Cependant, c'était une violence symbolique qui visait à communiquer sur le problème et à faire pression sur les institutions nationales et communautaires. À l'exception des événements de Montredon, il n'y a pas eu d'atteinte à l'intégrité physique des personnes.

- 10 Les exemples discutés plus tard rappellent pour leur part le *luddisme* (tout en reconnaissant les différences chronologiques et contextuelles)²⁶. Les produits agricoles ont été détruits comme s'ils étaient responsables de la crise régionale. La principale justification des agriculteurs français à propos des actes de violence était l'importance de la production espagnole et son potentiel pour l'avenir. Depuis les années soixante, dans ce pays, les cultures méditerranéennes et leurs exportations vers la CEE avaient augmenté de manière exponentielle²⁷. En outre, les coûts de production étaient moindres et par conséquent, les prix étaient moins élevés qu'en France. Outre les raisons économiques, les différences climatiques profitaient également à l'Espagne. Le climat plus chaud de la péninsule ibérique permet aux fruits de mûrir plus tôt. C'était un avantage important, permettant de vendre des produits encore en cours de maturation sans concurrence directe des producteurs français, en fixant donc les prix. Face à cette situation, les agriculteurs français ont protesté pour que le gouvernement et la CEE protègent leurs cultures avant l'adhésion de l'Espagne²⁸. Leurs bannières portaient des slogans comme « Roussillon agricole mort²⁹ ».
- 11 La figure 1 montre que la période 1980-1982 correspond au moment où la violence des maraichers français a été la plus importante après le calme de 1977-1979³⁰. Il y a plusieurs raisons à cela. C'est juste l'année précédente - 1979 - que les négociations entre l'Espagne et la CEE en vue de l'adhésion ont été officiellement lancées ; cette même année, la Grande-Bretagne a opposé son veto aux budgets de la PAC et cette action a entraîné un blocage de la politique communautaire. De plus, les conditions climatiques de ces années ont provoqué l'augmentation des récoltes de fruits et légumes en France. Ces facteurs ont entraîné une augmentation de la préoccupation des agriculteurs et provoqué des conflits, et ceux-ci, à leur tour, ont accru la violence. À tout cela la société espagnole a répondu (sans médiation d'État) par des actions dirigées contre la France³¹. De même, il y a eu des campagnes de protestation dans les deux pays, mais avec des perspectives différentes. Dans le Midi français, une croisade contre la réglementation communautaire des produits méditerranéens a été lancée par le monde agricole. L'inactivité du gouvernement a été critiquée et une mauvaise image de l'Espagne a été diffusée par les journaux des départements méditerranéens. De l'autre côté des Pyrénées, une partie de la presse écrite espagnole, surtout les journaux conservateurs, a promu une campagne anti-française qui a eu un impact significatif sur l'image sociale du pays voisin³².

Fig. 1 : Nombre de camions et de wagons touchés, 1968-1982



Sergio Molina Garcia, 2019. Dépouillement des journaux suivants : *Le Midi Libre*, *L'Humanité*, *Le Provençal*, *Le Monde*, *El País*, *AGA*, *AMAE*, *ANF*.

- 12 À partir de 1980, le nombre de conflits a augmenté, mais surtout le recours à la violence. Les protestations des viticulteurs contre l'Italie, les négociations de la CEE avec l'Espagne et l'augmentation de la production française au cours des années précédentes pourraient être des causes de l'intensification des agressions. Les dirigeants politiques français (surtout du RPR et du PCF) ont accru la virulence de leurs discours sur le sujet. Du côté du syndicalisme agricole, François Guillaume, président de la FNSEA, affirma dans les Pyrénées-Orientales en avril 1982 : « Si les camions espagnols ne sont pas arrêtés en Roussillon, ils le seront dans l'Aude, dans l'Hérault ou ailleurs³³ ».

Des actions renvoyant essentiellement à un cadre de référence communautaire

- 13 Le fait que les produits espagnols et la frontière des Pyrénées focalisent la tension n'est pas une raison suffisante pour considérer qu'il s'agissait d'attaques d'abord anti-espagnoles. L'analyse des actions violentes et des déclarations des dirigeants syndicaux montre suffisamment qu'elles ne s'adressaient pas uniquement à l'Espagne. Les autorités françaises ou communautaires elles-mêmes étaient aussi en ligne de mire. Lors de l'assaut d'un camion espagnol en juin 1976, les maraîchers ont non seulement renversé le chargement, mais également peint un slogan pour la libération de l'accusé de Montredon³⁴. Et à plus d'une occasion, des agriculteurs français ont détruit leurs primeurs ou les ont vendus à un prix inférieur au prix du marché pour protester contre les autorités françaises, tout autant qu'espagnoles et communautaires³⁵. Cette impression générale est renforcée par la tonalité des articles de la presse locale languedocienne, qui parlaient d'un manque de compréhension de la CEE vis-à-vis du problème du Midi³⁶. Ces exemples montrent que les agriculteurs ont alors protesté contre le système agricole européen. L'adhésion de l'Espagne s'est trouvée être une des composantes des tensions et des mobilisations protestataires dans un cadre européen,

mais pas la seule. En mars 1982, la FNSEA et le CNJA ont réuni 100 000 agriculteurs à Paris pour faire pression sur le gouvernement et la CEE, pour améliorer la PAC et pour critiquer le blocage britannique des budgets communautaires. À un autre moment, l'ambassade de France a examiné l'hypothèse selon laquelle l'objectif des agriculteurs, en 1982, était de déstabiliser le gouvernement pour empêcher son rapprochement avec l'Espagne³⁷.

- 14 La « guerre du vin » avec l'Italie est peut-être l'élément le plus probant pour montrer qu'il ne s'agissait pas d'actions exclusives contre l'Espagne. Les deux conflits ont coïncidé chronologiquement. Au début des années quatre-vingt, les boycotts du vin italien ont été conduits dans le port de Sète et sur la côte méditerranéenne voisine de l'Italie. Cette conflictualité est apparue plus grave encore que les événements analysés par ailleurs dans cet article. Ses raisons étaient multiples. Premièrement, les deux pays étaient membres de la CEE et au sein de cette organisation le libre-échange avait été instauré. Deuxièmement, le secteur vitivinicole était beaucoup plus important sur le plan économique que celui des fruits et légumes. Cela lui a permis de disposer d'organisations spécifiques, tel le Comité d'Action viticole, responsable d'une partie importante des actions violentes contre le vin italien³⁸. La destruction en mars 1982 de 60 000 hl de vin italien dans le port de Sète et les manifestations qui ont rassemblé 15 000 personnes à Montpellier ont montré la tension qui régnait entre les deux pays³⁹. Le problème était d'une grande ampleur, et c'est la raison pour laquelle la justice européenne a dû intervenir pour conduire à l'apaisement. En mars 1982, elle a forcé les agriculteurs français à respecter la libre circulation du vin italien⁴⁰.
- 15 Alors que les régions frontalières de deux pays voisins établissent fréquemment entre elles des liens plus denses qu'avec d'autres régions de leur propre pays, en valorisant leurs points communs⁴¹, dans ce cas, les similitudes des côtes méditerranéennes espagnoles et françaises dans le secteur agricole en ont fait des rivales. En contexte libéral, concurrentiel, les agriculteurs français percevaient d'abord les productions espagnoles comme des substituts et non des compléments des productions françaises. Cette situation de confrontation économique a cependant commencé à être amendée, en 1980, avec la signature de la *Declaracion de Jaca*, un accord de « coopération transfrontalière » dans tous les domaines (agriculture, société, industrie) entre les départements des Pyrénées-Atlantiques et des Hautes-Pyrénées et la *Región de Aragón*⁴². Cependant, ce ne sont pas les régions frontalières les plus en compétition entre elles (dans tous les domaines), car les régions les plus conflictuelles sont celles de l'est. À partir de 1982, la situation s'est apaisée et les politiques de l'agriculture méditerranéenne ont commencé à se développer avec des accords pour chacun des produits, permettant ainsi de dessiner des lignes d'action communes entre l'Espagne, l'Italie, la France, le Portugal et la Grèce.

Une conflictualité saisonnière et très localisée dans l'espace

- 16 Le caractère saisonnier d'une bonne partie des produits contre lesquels ont été dirigées les actions violentes (fruits et légumes, le vin pour sa part pouvant être stocké et échappant à cette logique) a conditionné les moments auxquels se sont déroulés les conflits. De cette façon, il est possible de définir des « mois chauds » en fonction des produits cultivés à chaque saison. En janvier, les destructions ont touché principalement les salades ; en été les produits les plus affectés étaient les pêches, les

pommes, les poires, les melons et les tomates⁴³. Dans la plupart des cas, les actions se sont concentrées sur ces produits, bien que cela n'empêche pas la destruction d'autres légumes tels que les poivrons, les prunes, les pastèques ou les choux-fleurs⁴⁴.

- 17 L'analyse de ces conflits a permis de formuler une hypothèse sur l'augmentation des boycotts entre 1980 et 1982. Ces années-là, en France, l'absence de pluies au printemps et en été a rendu la récolte française plus précoce et l'a faite coïncider avec la récolte espagnole⁴⁵. De cette manière, il y a eu surproduction et baisse de prix. Aux yeux des maraîchers français, la crise venait de la concurrence des produits espagnols et de la politique conduite par les institutions françaises et européennes, qui n'interdisaient pas les importations espagnoles. Ils ont donc réagi en les détruisant à la frontière. Face à cette situation, Édith Cresson avait déclaré que « les importations d'Espagne et d'Italie ne doivent pas être considérées comme la cause des difficultés du marché de la poire guyot⁴⁶ ». La ministre de l'Agriculture a essayé de justifier les décisions de la communauté et d'éviter que les agriculteurs considèrent que la faute revenait à la production espagnole. Le problème était que les agriculteurs ne comprenaient pas ces déclarations et ils ont critiqué le gouvernement
- 18 Un autre aspect intéressant à analyser est la localisation de cette conflictualité. La plupart des attaques ont été effectuées dans les environs de l'A9. C'est une autoroute qui traverse tout le sud de la France et qui est essentielle pour l'Espagne. C'est la seule grande route terrestre reliant la péninsule au reste de l'Europe, c'est-à-dire un tronçon obligatoire pour une bonne partie des produits espagnols exportés⁴⁷. Certains agriculteurs français assistaient ainsi au passage quotidien des camions espagnols chargés de fruits et de légumes en direction de l'Europe, percevant que la concurrence « passait devant leurs maisons ». Au même moment, les voies ferrées qui reliaient les deux pays étaient également la cible d'actes de vandalisme, car une partie des primeurs espagnols envoyés en Europe était acheminée par train. Le point le plus conflictuel était Le Boulou (à la fois pour l'autoroute et le train), l'une des premières villes françaises situées derrière la frontière du Perthus.

Répertoires d'action : une violence qui n'est pas que symbolique

- 19 Aussi nombreuses qu'aient été les opérations de « boycott », les répertoires d'action mobilisés ont été similaires pendant toute la période. Parfois, les opposants ont profité de l'arrêt des chauffeurs de camions aux postes de péage ou dans les aires de repos pour vider les remorques et, dans de nombreux cas, pour détruire les camions⁴⁸. D'autres fois, ils se sont servis de barricades avec des pneus enflammés au milieu des routes pour bloquer le passage, ou ont détruit la voie ferrée avec des engins de terrassement⁴⁹. Ainsi, les opposants pouvaient agir en sachant que les convois étaient bloqués sans pouvoir s'échapper⁵⁰. Des pierres ont également été lancées sur les camions pour les forcer à s'arrêter, et il y a même eu usage d'explosifs ou d'armes à feu pour endommager les véhicules⁵¹. Et bien qu'il n'y ait pas eu de morts, il y a eu des blessés⁵². Enfin, un peu plus surprenant, des agriculteurs français ont décidé de procéder à des contrôles de routine au milieu des routes pour toutes les remorques en provenance d'Espagne⁵³, détruisant les cargaisons de primeurs et dans certains cas de vin.
- 20 Cette dernière méthode retient tout particulièrement l'attention car non seulement ils ont agi en dehors de l'État, mais ils se sont attribués des pouvoirs réservés à la police, sans chercher, qui plus est, à intercepter des cargaisons illégales, et détruisant

illégalement des produits espagnols. En effet, il convient de rappeler que les critiques des maraîchers ne portaient pas sur le fait que les agriculteurs espagnols aient enfreint la législation communautaire, même si, dans certains cas, les agriculteurs et les pêcheurs ibériques n'ont pas respecté les quantités maximales d'exportation ou de pêche, ni la taille des produits.

Des répercussions à l'échelle européenne

- 21 Un autre élément important à souligner dans ces conflits est la destination de la marchandise. Alors que le vin italien arrive en France pour être vendu ou mélangé avec du vin français moins alcoolisé, les primeurs espagnols partent dans le reste de l'Europe. L'Allemagne, l'Autriche, la Suisse et les Pays-Bas étaient les destinations les plus fréquentes pour les transactions espagnoles. Cette caractéristique souligne encore une fois combien il est essentiel de percevoir cette conflictualité comme le révélateur d'un problème communautaire et non bilatéral. L'Allemagne et la Suisse ont rejoint les plaintes espagnoles contre les opérations de boycott, car elles ont directement affecté leurs économies. Un grand nombre des camions interceptés appartenaient à des sociétés de ces pays. Les marchandises avaient été payées au moment où elles ont commencé le voyage vers leurs pays de destination et, en outre, leur destruction a modifié le rapport entre l'offre et la demande, donc les prix⁵⁴. Pour toutes ces raisons, l'Allemagne a adressé des réclamations au gouvernement français. Les lettres envoyées par le chancelier à l'Élysée en 1981 ont montré cette tension. L'Allemagne a menacé d'interdire la commercialisation des produits agricoles français⁵⁵. Si cette accusation était avérée, le droit communautaire et la liberté de transit dans la CEE auraient été à nouveau violés.

Quels meneurs ?

- 22 La plus grande difficulté de cette recherche a été de découvrir qui était derrière les actions frontalières violentes. L'absence de données spécifiques nécessite de traiter ces aspects avec prudence. Il s'agissait de jeunes agriculteurs, la plupart du Roussillon, car c'était la région la plus touchée⁵⁶. Ils ont agi dans des commandos dont l'organisation rappelle certains aspects d'une guérilla et qui ont été rapidement désintégrés une fois les actions menées. Le surcroît de tension au début des années quatre-vingt a également été confirmé par l'élévation du nombre de participants. Alors que dans les premiers conflits les commandos comptaient entre dix et quarante personnes, au début des années quatre-vingt, ils ont atteint plusieurs centaines de personnes⁵⁷. En 1981, *Diario 16* a déclaré que Jean-Baptiste Doumeng, dirigeant du PCF et entrepreneur agricole, était « le véritable cerveau qui dirige à distance les pirates qui brûlent les fruits espagnols en route pour l'Europe⁵⁸ ». Cependant, jusqu'à présent, il n'a pas été possible de confirmer ces assertions. Il en va de même à propos de l'existence d'un Comité d'Action pour les légumes. Son existence, avancée dans la presse espagnole⁵⁹, rappelait celle du Comité d'action viticole, mais il n'a pas été possible de la confirmer.
- 23 Malgré le peu de données disponibles sur les acteurs, l'analyse des articles rendant compte de leurs actions dans la presse française laisse supposer que les journalistes ont eu plus d'informations que celles dont ils ont fait état. Il leur arrivait de savoir d'où venaient les commandos et quand ils étaient partis pour imposer le boycott⁶⁰.

- 24 De l'autre côté des Pyrénées, les journaux étaient très critiques. Non seulement ils ont condamné les faits, mais ils ont également accusé le gouvernement français d'être le complice de ces actes. Un éditorial du journal *Ya* affirmait ainsi : « La douce France, patrie de la liberté, donne un terrible exemple d'intransigeance. Et plus grave encore, c'est un exemple d'injustice. [...] C'est un terrorisme consensuel et, nous le craignons, le terrorisme est également protégé⁶¹. » Certes, les rapports du gouvernement français ne mentionnent pas de coupables⁶². Mais cela ne signifie pas pour autant que les institutions aient suscité des actes de violence et/ou protégé leurs auteurs. Le gouvernement français était plutôt une victime supplémentaire des manifestations. Face à cette conflictualité, il était à la croisée des chemins. Sur le plan international, certains partenaires communautaires de la CEE, appelant à la cessation des actions violentes, l'ont menacé s'il n'agissait pas plus fermement. Le reste des pays de la CEE était favorable aux produits espagnols et c'est pourquoi la tension avec la France s'est accrue. En même temps que leurs partenaires européens voulaient la liberté de transit des produits agricoles espagnols, une partie des syndicats agricoles et des partis d'opposition français ont fait pression sur l'Élysée. Leur objectif était de forcer le gouvernement à défendre ses agriculteurs à Bruxelles.

Une réaction sociale en Espagne

- 25 Jusqu'en 1980, le boycott des produits espagnols à la frontière française n'a pas provoqué de mouvements sociaux dans la péninsule⁶³. Après chaque incident, l'ambassade d'Espagne à Paris et le ministère des Affaires étrangères étaient chargés de demander au gouvernement français la cessation des poursuites et l'indemnisation du préjudice causé⁶⁴. Dans le même temps, des articles critiques sur ces actions étaient publiés dans la presse, mais il n'y avait pas de réactions importantes de la part des citoyens. Néanmoins, la dureté des articles de journaux a provoqué un certain sentiment anti-français⁶⁵.
- 26 Cependant, à partir de 1980 les agriculteurs, les pêcheurs et les camionneurs espagnols ont décidé d'agir par eux-mêmes. Cette soudaine détermination pourrait être lue comme une réaction à la multiplication des opérations de boycott françaises, de type action-réaction. Mais cela peut aussi être considéré comme le résultat d'un mécontentement social contre le gouvernement espagnol lui-même et sa politiques d'adhésion. On ne peut oublier que ces actions sont apparues à un moment très compliqué pour l'Espagne. Sa démocratie n'était toujours pas consolidée. Le désenchantement vis-à-vis de la politique, la crise économique et le coup d'État en 1981 (conçu depuis des années) ont rendu difficile la consolidation du nouveau système. À cela, il faut ajouter la tension produite par les conflits autour de la pêche, par l'extradition de membres de l'ETA, par le *giscardazo* de juin 1980⁶⁶ et par les intoxications à l'huile de colza⁶⁷. Cette situation pouvait motiver une partie des personnes concernées à agir en dehors des institutions, à l'image de ce qui s'est fait également en France⁶⁸.
- 27 Les réactions les plus importantes du côté espagnol sont apparues dans les secteurs agricoles concernés et dans la presse. Durant les mois où ils ne pouvaient pas aller en mer, les pêcheurs basques ont opéré des contrôles sur les camions européens venant en Espagne par Irún. L'objectif était d'empêcher l'introduction de poissons communautaires et, surtout, de poissons français. Après avoir effectué le contrôle, ils

ont forcé les camions transportant des produits de la mer à rentrer dans leur pays, sans toutefois endommager leurs cargaisons⁶⁹. C'était un nouveau conflit, mais les pêcheurs espagnols ont adopté les mêmes méthodes que dans le cas de la question agricole.

- 28 À d'autres occasions, ce sont des camionneurs qui ont décidé de bloquer la frontière de La Junquera, notamment en 1980 et en 1981 pour protester contre les opérations de boycott qu'ils avaient subies les années précédentes lors du franchissement de la frontière⁷⁰. Le blocus de plus de 4 000 camions (dont de nombreux français) en 1980 constituait un moyen non violent de détruire les denrées périssables. Après plusieurs jours d'immobilisation, ces produits ne pouvaient plus être commercialisés. Bien qu'ils ne soient pas habituels, certains boycotts violents sont également apparus. La France a parfois demandé à l'Espagne une indemnisation pour les camions français détruits sur le territoire espagnol⁷¹. Bien qu'il s'agisse d'un événement isolé, les actes de vandalisme contre le siège d'Air France à Barcelone ont été considérés comme une conséquence des problèmes agricoles, dans la mesure où ils se sont produits dans des moments de tension maximale⁷². Ce climat a été favorisé par les chroniques parues dans les médias. La presse a critiqué les opérations de boycott françaises, bien que tous les journaux n'aient pas déployé la même virulence à ce sujet. Les articles les plus menaçants sont parus dans *Diario 16*. En juillet 1981 ce journal a déclaré dans son éditorial : « Ne faites jamais confiance aux Français. Cela devrait être la norme pour les politiciens espagnols⁷³. » Dans *5 días*, les déclarations étaient similaires : « Il est des fois où le positionnement adopté par les autorités gauloises donne l'impression qu'elles voudraient que l'Espagne continue, pour les siècles des siècles, à rester faible et prostrée, comme si elle était une propriété de l'Europe riche et civilisée⁷⁴. » Néanmoins, aux mêmes dates d'autres journaux nationaux se montraient plus modérés, et même autocritiques : ils considéraient que toutes les responsabilités n'étaient pas françaises. Le journal *Pueblo* a ainsi appelé à agir avec plus de prudence sur les questions de relations internationales⁷⁵.
- 29 Outre les camionneurs, les pêcheurs et la presse, les agriculteurs concernés ont également organisé des actions autonomes pour protester contre ce qui se passait à la frontière. En août 1981, la Confederación Nacional de Agricultores y Ganaderos de Salamanca a publié une déclaration dans laquelle elle menaçait d'empêcher les camions français de se rendre au Portugal au cas où les conflits se poursuivraient dans le Midi⁷⁶. Quelques jours plus tard, l'Asociación de Explotadores Agrícolas de Valladolid a commencé une campagne usant du slogan « Non aux produits français » distribué et affiché par tous les commerces de la ville⁷⁷. Au cours de l'été 1982, dans les moments où les relations franco-espagnoles étaient les plus tendues, la représentation nationale des Cámaras Agrarias (Chambres d'Agriculture) a également lancé une campagne dans les médias contre les actions françaises. Au même moment, la Cámara Agraria Regional de Murcia (Chambre d'Agriculture régionale de Murcia) a condamné les boycotts et a développé un discours contre les achats de produits français : « Les produits de notre terre, le fermier les cultive avec amour, le chauffeur du camion les transporte et les Français les brûlent de colère. Produits français ? Non merci⁷⁸. »
- 30 Si une divergence existait bien entre les deux gouvernements, le niveau de tension qu'elle imprimait à leurs relations était bien moindre que celui qu'entretenaient une partie de la société et la presse. La cordialité diplomatique s'est maintenue dans la grande majorité des réunions. Il ne faut pas non plus oublier les accords commerciaux cités. Dans le domaine agricole, les deux administrations ont poursuivi les

négociations : les échanges épistolaires du diplomate Robert Dantou montrent l'existence d'une atmosphère positive pour trouver et conclure des accords⁷⁹. Les deux gouvernements gardaient une forme de compréhension et de solidarité entre eux. En pleine crise de la poire en 1981, le consul de France à Barcelone a écrit une lettre au ministère français des Affaires étrangères demandant au gouvernement de comprendre les difficultés espagnoles et recommandant de renforcer le dialogue, car il avait eu connaissance des affrontements à la frontière⁸⁰. Par ailleurs, les autorités espagnoles savaient que cette question affectait la politique intérieure de la France. Le gouvernement Suarez a décidé d'attendre la fin des élections présidentielles de 1981 pour aborder cette question avec le gouvernement français afin d'éviter d'influencer les résultats⁸¹. Cependant, les questions plus strictement politiques constituent un autre aspect de cette question aux multiples facettes, qui sera analysé au cours d'enquêtes ultérieures.

Conclusion

- 31 La frontière franco-espagnole a vécu des moments de grande tension lors des négociations d'adhésion de l'Espagne. La mécanisation, les politiques des structures agricoles en France (mises en mouvement dans les années soixante), le blocage de la participation britannique à la PAC et l'intensification de la concurrence ont incité les agriculteurs à utiliser leurs propres moyens d'action. Ces événements violents ne doivent cependant pas être compris comme des attaques visant exclusivement les agriculteurs espagnols. Cela constituait également une critique de la politique communautaire, des conditions avantageuses des grandes cultures et de l'attitude de la Grande-Bretagne. Mais cela n'empêchait pas une animosité particulière envers la concurrence ibérique, phénomène qui n'était pas toujours justifié⁸². De plus, la coïncidence avec la « guerre du vin » italien a contribué à accroître la violence à partir de 1981.
- 32 Un autre élément clé pour comprendre ces événements est leur géographie. La plupart des actions de boycott ont eu lieu autour de l'autoroute A9, voie de communication terrestre la plus importante entre l'Espagne et l'Europe.
- 33 Tous les événements cités ont entraîné une dramatisation de la violence et une stigmatisation de la frontière. De l'autre côté des Pyrénées – en Espagne et en France –, selon les agriculteurs, c'était le danger de leur mode de vie. Des préjugés sociaux négatifs ont été ajoutés au-delà des problèmes agricoles⁸³. La campagne espagnole visant à ne pas acheter de produits français et son pendant français qui cherchait à délégitimer le tourisme en Espagne en sont les preuves⁸⁴. Ainsi, une théâtralisation a permis de transformer un problème régional du Midi en un débat international et la frontière des Pyrénées en une émulsion de conflits. Loin d'une question bilatérale, il y a eu là un conflit communautaire. Les protestations françaises ont permis d'attirer l'attention sur la crise agricole. La destination communautaire des camions a provoqué des revendications ailleurs dans le marché commun. Les primeurs espagnols ont fini par devenir l'une des composantes de premier plan du discours de l'agriculture communautaire.

NOTES

1. Depuis le début de la crise économique, les critiques du capitalisme mondialisé ont émergé sous différents angles. Elles ont même parlé de la *déglobalisation* : Frédéric Lordon, *El porqué de las crisis financieras y cómo evitarlas*, Madrid, La Catarata, 2011. D'autres chercheurs parlent de « gagnants et perdants » de la mondialisation : Pablo Simón, *El príncipe moderno*, Barcelone, Debate, 2018, p. 83.
2. Cette situation internationale a favorisé l'émergence de nouvelles études théoriques à propos des frontières. La plupart de ces études renvoient aux problèmes de migration : Raúl Sánchez Molina, *Cruzar fronteras en tiempos de globalización: estudios migratorios en antropología*, Madrid, Alianza, 2018 ; François Dubet, *Politiques des frontières*, Paris, La Découverte, 2018 ; Dossier « Les frontières », *Pouvoirs*, 165, 2018, p. 5-125.
3. Jérôme Sgard, « Qu'est-ce qu'une frontière économique dans une économie globalisée ? », *Ceriscope Frontières*, 2011, p. 1-6 ; Pascal Lamy, « Les nouvelles frontières de l'économie », *Pouvoirs*, 165, 2018, p. 81-87. *Le Monde diplomatique* a consacré un numéro à l'étude des conflits frontaliers : *El Atlas: Conflictos de fronteras*, Le Monde Diplomatique-UNED, 2013 ; Roberto Ceamanos, *El reparto de África: de la Conferencia de Berlín a los conflictos actuales*, Madrid, La Catarata, 2016 ; María del Rosio Barajas Escamilla, « La frontera México-Estados Unidos: dinámicas transfronterizas y procesos de gobernanza », *Revista Nóesis*, 12-8, 2016, p. 111-128.
4. Yves Petit, *La PAC au cœur de la construction européenne*, Paris, La Documentation française, 2016.
5. Pour une analyse des problèmes des années quatre-vingt : Sergio Molina García, « La guerra de los camiones de 1980: conflictos franco-españoles durante las negociaciones de adhesión a la CEE », *XIV Congreso de la AHC*, Alicante, septembre 2018.
6. Nicolás Sartorius et Alberto Sabio, *El final de la dictadura. La conquista de la democracia en España. Noviembre de 1975-junio de 1977*, Madrid, Temas de hoy, 2007 ; Carme Molinero et Pere Ysès, *La transición. Historie y relatos*, Barcelone, Siglo XXI, 2018.
7. Matthieu Trouvé, *L'Espagne et l'Europe. De la dictature à l'Union européenne*, Bruxelles, Peter Lang, 2008 ; Raimundo Bassols, *España en Europa. Historia de la adhesión a la CEE, 1957-1985*, Madrid, Política Exterior, 1995 ; Julio Crespo Maclennan, *España en Europa, 1945-2000. Del ostracismo a la modernidad*, Madrid, Marcial Pons, 2004.
8. Francisco Villar, *La transición exterior de España. Del aislamiento a la influencia (1976-1996)*, Madrid, Marcial Pons, 2016.
9. Antonio Moreno Juste et Vanessa Núñez Peñas, *Historia de la construcción europea desde 1945*, Madrid, Alianza, 2017 ; Sylvain Kah, *Histoire de la construction de l'Europe depuis 1945*, Paris, PUF, 2018.
10. Pablo Martín-Pañeda, *Que dire à l'Espagne ? De l'isolement franquiste à la démocratie européenne, la France au défi, 1957-1979*, Bruxelles, Peter Lang, 2015 ; Ramón-Luis Acuña, *Como los dientes de una sierra (Francia-España de 1975 a 1985, una década)*, Barcelone, Plaza&Janes, 1986 ; Daniel Busturia et Gregorio Cantera (coord.), *Del reencuentro a la convergencia. Historia de las relaciones bilaterales hispano-francesas*, Madrid, Ciencias de la Dirección, 1994 ; Víctor Fernández Soriano, « La CEE face à l'Espagne franquiste. De la mémoire de la guerre civile à la construction politique de l'Europe », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 108, 2010, p. 85-98.
11. Sergio Molina García, « La construcción del enemigo. Francia, España y el problema agrario, 1968-1977 », *Pasado y Memoria*, 107, 2018, p. 453-477. Une analyse d'une région spécifique : Matthieu Trouvé, « Une querelle agricole le Midi de la France et l'adhésion de l'Espagne à la CEE, 1975-1986 », *Annales du Midi : Revue archéologique, historique et philologique de la France méridionale*, n° 250, 2005, p. 203-227.

12. Des exemples : ANF [Archives nationales de France], 19790026/19, Conseil des ministres de l'Europe, 18-19 juillet 1977 ; AMAE [Archive du ministère des Affaires étrangères français], 1930INVA/5146, Fax de Bruxelles au ministère des Relations extérieures, « Fruits et légumes, conseil », 23-7-1982.
13. Sagrario Morán, *La cooperación hispano-francesa en la lucha contra ETA*, Madrid, Universidad Complutense de Madrid, 1996.
14. P. Martin-Pañeda, *Que dire à l'Espagne [...]*, op. cit., p. 231, 237-238.
15. Ils ont également acheté des avions commerciaux Airbus. Quelques rapports sur l'achat des Mirages : AMAE, 1929INVA/4361, Rapport du ministère des Affaires étrangères de l'Espagne en 1978, 6-1-1979.
16. AMAE, 1929INVA/4392, Ambassade de France en Espagne, « Entretien avec le roi d'Espagne », 17-4-1978.
17. Il existe de nombreux rapports sur cette question : ANF, AG/5(3)/2566, « Rendez-vous de la Présidence du gouvernement avec les producteurs français », 27-7-1978.
18. Esther Sánchez Sánchez, *Rumbo al sur. Francia y a España del desarrollo, 1958-1969*, Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 2006 ; Rafael Castro Balaguer, *La banca francesa en la España del siglo XX*, Madrid, Banco de España, coll. « Estudios de Historia Económica », 2012.
19. À propos des bananes aux îles Canaries : AGA [Archivo General de la Administración], Leg. R. 16571, « Informe reservado sobre el estado actual de los trabajos de preparación de las negociaciones », janvier 1979.
20. *Diario 16*, 27-1-1982. Sur les problèmes de la PAC : Claude Blumann (dir.), *Politique agricole commune et politique commune de la pêche*, Paris, Institut d'études Européennes, 2009 ; Jean-Christophe Bureau & Sophie Thoyer, *La politique agricole commune*, Paris, La Découverte, 2014 ; Jean Vercherand, Bruno Lemery, Claude Compagnone et Éric Doïdy, « Le syndicalisme agricole face à la réforme de la PAC », *Économie rurale*, 330-331, 2012, p. 5-26 ; Stéphane Le Bras, « Les viticulteurs languedociens face à la politique communautaire. L'impossible pas de deux, 1957 – années 2000 » dans Laurent Jalabert et Christophe Patillon (dir.), *Mouvements paysans face à la politique agricole commune et à la mondialisation (1957-2011)*, Rennes, PUR, 2013, p. 211-230.
21. Références sur la crise de l'agriculture française : Bertrand Hervieu et François Purseigle, *Sociologie des mondes agricoles*, Paris, Armand Colin, 2013 ; Geneviève Gavignaud-Fontaine, « L'extinction de la viticulture pour tous en Languedoc, 1945-1984 », *Pôle Sud*, 1998, p. 57-70 ; Jean-Michel Bucarut, Véronique Moyne et Lucien Pollina, « L'agriculture depuis 1949. Croissance des volumes, chute des prix », *INSEE première*, 430, 1996, p. 1-4 ; Lucien Bourgeois et Magalie Demotes-Mainard, « Les 50 ans qui ont changé l'agriculture française », *Économie rurale*, 255-256, 2000, p. 14-20.
22. Pierre Muller, *Le technocrate et les paysans. Les lois d'orientation agricole de 1960-1962 et la modernisation de l'agriculture française, 1945-1984*, Paris, L'Harmattan, 2014.
23. Jean-Pierre Juge, *Le Midi du vin de la crise à l'ambition*, Portet-sur-Garonne, Loubatières, 2002, p. 20-22 ; Jean-Philippe Martin, *Des mai 68 dans les campagnes françaises ? Les contestations paysannes dans les années 1968*, Paris, L'Harmattan, 2017, p. 119-131.
24. Nathalie Duclos, *Les violences paysannes sous la V^e République*, Paris, Economica, 1998 ; Bernard Bruneteau, « De la violence paysanne à l'organisation agricole. Les manifestations de juin 1961 en pays bigouden », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 100, 1993, p. 217-232 ; J.-Ph. Martin, « Le syndicalisme viticole en Languedoc sous la V^e République », *Économie rurale*, 237, 1997, p. 44-48 ; Antoine Roger, « Syndicalistes et poseurs de bombes. Modalités du recours à la violence dans la construction des intérêts vitivinicoles languedociens », *Cultures&Conflits*, 81-82, 2011, p. 49-80 ; Geneviève Abbé, *Les luttes viticoles en Languedoc de 1970 à 1976, entre ruptures et continuités*, mémoire de master II, Toulouse, 2017.
25. Charles Tilly, *Violencia colectiva*, Barcelone, Hacer Ediciones, 2007, p. 11, 43 ; Óscar Bascañán Añover, *Campesinos rebeldes. Las luchas del campesinado entre la modernización y la globalización*,

Madrid, Catarata, 2009, p. 27 et 41 ; Eric Hobsbawm, *Los campesinos y la política*, Barcelone, Anagrama, 1976 ; Eric Hobsbawm, *Rebeldes primitivos. Estudio sobre las formas arcaicas de los movimientos sociales en los siglos XIX y XX*, Barcelone, Crítica, 2002.

26. Le luddisme est la destruction de machines industrielles par des artisans. Ils ont accusé la modernisation d'être responsable de la crise à laquelle ils se trouvent confrontés. Edward P. Thompson, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Le Seuil, 1988, p. 437-470.

27. S. Molina García, « La guerra [...] », art. cit.

28. AMAE, 1929INVA/4383, Fax du ministère des Affaires étrangères, « La classe politique espagnole et la CEE », 28-11-1978.

29. *Le Midi libre*, 26-1-1982.

30. En 1974, il y a eu de nombreux incidents, surnommés « guerre de la pêche ». Cependant, le nombre de camions concernés n'est pas spécifié. *Tría*, 1-7-1974, 1-8-1974, *ABC*, 2-7-1974 ; R. Bassols, *Europa [...]*, op. cit., p. 99 ; J. Crespo Maclennan, *Europa [...]*, op. cit., p. 130.

31. *Diario 16*, 30-1-1982.

32. Des exemples : *Cambio 16*, 29-6-1980 ; *El Alcázar*, 6-6-1980 ; *Diario 16*, 29-6-1981 ; *Cambio 16*, 2-8-1982.

33. *Le Midi libre*, 8-4-1982.

34. *Le Midi libre*, 3-6-1976, « Libérez Albert Teisseyre ».

35. *Le Midi libre*, 21-1-1982 : à Perpignan, les agriculteurs ont jeté dix tonnes de salades à la porte de la préfecture.

36. *Le Midi libre*, 8-2-1982.

37. AMAE, 1930INVA/5146, Rapport du ministre des Relations extérieures, Ministère des Relations extérieures, 21-1-1982.

38. Andrew Macrae Smith, *The Comité Régional d'Action Viticole (CRAV). Regional identity, violence and the challenges of modernisation in the Languedoc (1944-1992)*, Londres, These Doctoral, 2013.

39. *Le Midi libre*, 12-3-1982 et 1-4-1982.

40. *Le Midi libre*, 6-3-1982.

41. Catherine Wihtol de Wenden, « Frontières. Nationalisme et identité politique », *Pouvoirs : Les frontières*, 165, 2018, p. 40 ; Scott Michaelse et David Johnson, *Teoría de la frontera. Los límites de la política cultural*, Barcelone, Gedisa, 2003, p. 15.

42. Leg. 21.254, AGA, Préfecture des Pyrénées-Atlantiques, Rencontre entre les conseils généraux des Pyrénées-Atlantiques, des Hautes-Pyrénées et de la Diputacion d'Aragon, 17-3-1980.

43. Les conflits sont associés à un produit spécifique. En janvier 1971 la salade (AMAE, 187QO/422, Rapport Gillet pour le ministère des Affaires étrangères français, 16-1-1971), à l'été 1974 la pêche (*Tría*, 1-7-1974), et à l'été 1982 la poire (ANF, 19910275/20, Communiqué de presse du ministère de l'Agriculture, 21-7-1982).

44. Différents exemples : AGA, Leg. 19.946, Procès-verbal de l'ambassadeur espagnol Miguel Solano, 28-1-1980 ; AMAE, 1930INVA/5147, Procès-verbal du ministère des Relations extérieures pour l'ambassade à Madrid, 8-9-1981 ; AMAE, 1930INVA/5147, Ministère des Relations extérieures, Note à l'attention de Bernard, 20-7-1982.

45. Le gouvernement français a défendu ces arguments lors de la crise de la poire de 1982. ANF, 19910275/20, Communiqué de presse du ministère de l'Agriculture, 21-7-1982.

46. *L'Indépendant*, 22-7-1982.

47. Sur quelques conflits ayant eu pour cadre une composante de premier plan, l'A9 : AGA, Leg. R. 19946, Note d'information sur les actions violentes menées contre des produits espagnols par des agriculteurs français, 27-2-1980 ; AGA, Leg. R. 19946, AMAE, 1930INVA/5147, Delaye (ambassade) au ministre des Relations extérieures, « Destruction importante de wagons transportant des marchandises espagnoles sur le territoire français », 15-1-1982. Il y a d'autres exemples, mais pour des raisons d'espace, nous n'avons mentionné que certains des plus importants.

48. *Le Midi libre*, 27-7-1976.
49. *Le Midi libre*, 23-1-1982.
50. AGA, Leg. 19.946, Note du ministère de l'Agriculture sur le problème des camions, 8-2-1980 ; *El País*, 27-1-1982, *L'Aurore*, 17-6-1980.
51. AGA, Leg. 19946, Note du ministère de l'Agriculture sur le problème des camions, 8-2-1980. *L'Aurore*, 27-1-1982. La violence s'est généralisée en 1980, mais il existait auparavant des actes de violence isolés. En 1978, un entrepôt de fruits à Perpignan, appartenant à l'Espagne, a été « boycotté ». AGA, Leg. 19946, Note d'information sur les attaques de camions en juin 1978, 27-2-1980.
52. *Le Midi libre*, 12-8-1981.
53. AMAE, 1930INVA/5147, Ambassade en Espagne, pour le ministère des Relations extérieures, 29-7-1981, *Le Midi libre*, 27-1-1982.
54. Camions à destination des Pays-Bas : *Le Midi libre*, 17-7-1976 ; camions à destination de l'Autriche : AMAE, 1930INVA/5147, Note de l'ambassade d'Espagne, conflits des camions, 14-7-1982.
55. AMAE, 1930INVA/5146, Note du ministère des Relations extérieures à l'ambassade d'Allemagne, 28-1-1982.
56. Quelques notes tiennent les jeunes pour responsables : AGA, Leg. R.19.946 exp.15, Note verbale de l'ambassadeur Solano sur les incidents concernant les camions, 28-1-1980.
57. *Le Midi libre*, 3-6-1976, décrit un groupe de quarante personnes. *Le Provençal*, 17-6-1980, mentionne plus de deux cents manifestants.
58. *Diario 16*, 25-7-1982 [« El auténtico cerebro que teledirige a los piratas que abrasan las frutas españolas camino de Europa. »] Sur cette personnalité : Jacques Lamalle, *Le milliardaire rouge : Jean-Baptiste Doumeng*, Paris, J.-C. Lattès, 1980 ; Mauriès René, *Jean-Baptiste Doumeng : le grand absent*, Toulouse, Milan, coll. « Les gens d'ici », 1992 ; Serge Coumont, *La balade de J.B.D. le milliardaire rouge*, Biarritz, éditions Atlantica, 2006.
59. *La Vanguardia*, 31-7-1982.
60. Cette information pourrait être confrontée à des entretiens oraux. Par exemple : entretien avec Jacques Dasque mené par des membres du SEFT, 25 juillet 2018. Ce dirigeant syndical a reconnu les confrontations et les difficultés.
61. *Ya*, 31-1-1982 [« La dulce Francia, patria de la libertad, está dando u pésimo ejemplo de la intransigencia y, lo que es más grave, de injusticia palmaria [...] se trata, en ambos casos, de terrorismo consentido y, mucho nos tememos, protegidos »].
62. Par exemple : AMAE, 1930INVA/5147, Ministre des Relations extérieures au ministre de l'Intérieur, « Indemnisation des transporteurs routiers victimes de violences », 5-8-1982.
63. Il y a eu des incidents mais de façon discontinue. À partir de 1980, la violence devient commune. Un exemple : *Le Midi libre*, 31-7-1976. Ce jour-là, un article parut sur le boycott du lait français à Gérone.
64. AMAE, 187QO/422, Note de l'ambassade d'Espagne pour l'ambassade de France, 1-3-1976.
65. Sur les campagnes conduites contre le pays voisin, voir Aline Angoustures, « L'opinion publique française et l'Espagne, 1945-1975 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1990, n° 4, p. 672-686 ; Joël Brémond, *Le sentiment anti-français dans l'Espagne post-franquiste*, thèse, université Paris IV-Sorbonne, 1999.
66. En juillet 1980, Valéry Giscard d'Estaing prononça un discours devant les agriculteurs dans lequel il évoquait la nécessité d'une rupture des négociations pour l'intégration de l'Espagne.
67. Des intoxications à l'huile de colza se sont produites en Espagne en 1981 en raison de la commercialisation d'une huile impropre à la consommation humaine. Elles ont causé de nombreux décès. La France a alors décidé de fermer les frontières à certains produits espagnols et un nouveau conflit a été généré. Entretien avec Catherine Lalumière par des membres du SEFT, 18 novembre 2018. L'ancien ministre nous a parlé de ce conflit.

68. *El Alcazar* [journal franquiste] 28-2-1982 : « Lo que falta a los políticos españoles, y perdonen ustedes la expresión, es lo que los hombres tenemos en la parte baja » [« Ce qui manque aux politiciens espagnols – vous pardonnerez l'expression – c'est ce que les hommes ont en bas »]
69. *Diario Vasco*, 18-12-1982 ; AMAE, 1930INVA/5147, Delaye (ambassade) au ministre des Relations extérieures, « Entrave à la circulation de véhicules chargés de produits de la mer », 8-1-1982.
70. *L'Humanité*, 18-6-1980 ; AMAE, 1930INVA/5147, Henault (ambassade) au ministre des Relations extérieures, « Difficultés de transit par l'Espagne », 28-7-1982.
71. AMAE, 1930INVA/5147, Ambassade au ministre des Relations extérieures, « Indemnisation des transporteurs routiers victimes de violences », 2-6-1982.
72. AMAE, 1930INVA/5147, Consul de Barcelone au ministère des Relations extérieures, « Acte de malveillance contre l'agence Air France de Barcelone », 15-1-1982.
73. *Diario 16*, 29-7-1982 [« No hay que fiarse jamás de los franceses, ésta debiera ser norma siempre presente en los políticos españoles »].
74. *5 días*, 2-7-1981 [« A veces la situación de las autoridades galas parece inspirada por el deseo de que España continúe por los siglos de los siglos, débil, postrada, como finca de la Europa rica y civilizada »].
75. *Pueblo*, 27-1-1982 ; *Deia*, 18-2-1981.
76. AMAE, 1930INVA/5147, Delaye (ambassade) au ministre des Relations extérieures, « Réactions aux incidents ayant frappé des camions espagnols dans le Midi-possibles repréailles », 29-8-1981.
77. AMAE, 1930INVA/5147, Delaye (ambassade) au ministre des Relations extérieures, « Mesures de rétorsion projetées par les agriculteurs espagnols à l'égard des produits français », 3-9-1981.
78. *L'Indépendant*, 22-7-1982 [« Los productos de nuestra tierra, el agricultor los cultiva con amor, el camionero los transporta con diligencia y los franceses los queman con cólera. ¿Productos franceses? No gracias »]. ; *La Croix*, 17-7-1982 ; *Le Monde*, 1-7-1982.
79. AMAE, 1930INVA/5147, Ministère de l'Agriculture, « Résultats de discussions franco-espagnoles des 31 octobre 1980, 13 mars 1981, 22 juin 1981 en ce qui concerne les échanges de fruits et légumes sensibles et les produits transformés contingentés en Espagne », 24-8-1981 ; Lettre du ministre de l'Économie à Robert Dantou, 25-3-1981.
80. AMAE, 1930INVA/5147, Consulat de Barcelone au ministre des Relations extérieures, « Contacts entre agriculteurs français et espagnols », 4-8-1981.
81. AGA, Leg. R.22.683 exp. 32, Rapport fait par Daniel de Busturia, « Análisis de la situación en Francia y su impacto sobre las negociaciones de adhesión de España a la Comunidad Europea » [« Analyse de la situation en France et de son impact sur les négociations d'adhésion de l'Espagne à la Communauté européenne »], 10-3-1981.
82. S. Molina García, « La competencia agrícola franco-española, 1975-1982, ¿una realidad o un mito? », *Historia Agraria* [sous presse].
83. Voir note 65.
84. Sur le boycott commercial espagnol : *Le Monde*, 1-7-1982. À propos des brochures françaises contre le tourisme en Espagne : *5 días*, 27-7-1982.

RÉSUMÉS

La demande d'adhésion à la CEE formulée par l'Espagne a provoqué un conflit entre cette dernière et la France, centré sur des questions agricoles. Les agriculteurs français ont décidé d'agir contre les productions espagnoles par des actions violentes de faible intensité. Dans le même temps, les réactions de la société espagnole ont aggravé les relations. L'objectif de l'article est d'analyser les conflits autour des camions et des trains de fruits et légumes espagnols entre 1975 et 1982 en élargissant la perspective à une échelle communautaire et pas seulement bilatérale.

La petición de España para ser miembro de la CEE provocó un conflicto entre España y Francia por motivos agrarios. Al margen de sus gobiernos, los agricultores franceses decidieron actuar contra las producciones españolas a través del uso de violencia de baja intensidad. Y eso provocó la reacción de la sociedad española. El objetivo del artículo es analizar los conflictos de los boicots a los camiones y trenes de fruta y verdura española en un contexto comunitario y no solo bilateral. Todo ello en el periodo de la transición española (1975-1982).

The request made by Spain to join the EEC caused an agricultural conflict between Spain and France. Regardless of their governments, French farmers decided to act against Spanish productions using low-intensity violence. That provoked the reaction of Spanish society. The aim of this study is to analyse the conflicts of the boycotts to the trucks and trains containing Spanish fruit and vegetables in a community-based context, not only in a bilateral one. All this during the Spanish transition (1975-1982).

INDEX

Index géographique : France, Espagne, CEE

Palabras claves : transición española, CEE, construcción europea, Francia, España, agricultura

Index chronologique : 1975-1982, XXe siècle

Keywords : Spanish transition, CEE, European construction, France, Spain, agriculture

Mots-clés : transition espagnole, CEE, construction européenne, agriculture, frontière

AUTEUR

SERGIO MOLINA GARCÍA

Doctorant sous contrat de recherche « Les relations agricoles entre la France et l'Espagne : enjeux politiques, économiques et sociaux 1975-1982 », Seminario de Estudios del Franquismo y Transición, Université Castilla-La Mancha